

---

## Les députés débattent de l'avancement des négociations sur le Brexit

Sera-t-il possible de parvenir à un accord avant la sortie du Royaume-Uni ? Les députés débattent des défis et des conséquences d'un retrait sans accord en session plénière.



De gauche à droite : Juncker, Barnier, Weber, García Pérez, Verhofstadt, Lamberts, Zanni, Van Orden, Schirdewan.

Le Royaume-Uni devrait quitter l'Union européenne fin octobre 2019. Toute extension devrait être demandée par le gouvernement britannique et approuvée par les 27 États membres.

Les négociateurs se sont mis d'accord sur une ébauche d'accord de retrait en novembre 2018, mais cet accord n'a pas été ratifié. Au contraire, il a été rejeté à trois reprises par la Chambre des communes du Royaume-Uni. En 2019, le Premier ministre Boris Johnson a annoncé vouloir renégocier l'accord.

Le 18 septembre, les députés ont débattu de l'état de la situation et une résolution sera soumise au vote plus tard dans la journée.

Durant le débat, plusieurs intervenants ont souligné les risques d'un retrait sans accord.

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a déclaré : « Le risque d'une sortie sans accord reste très réel. Ça sera peut-être le choix du gouvernement britannique, mais jamais celui de l'Union européenne. C'est pourquoi je préfère me concentrer sur ce que nous pouvons faire pour parvenir à un accord, qui selon moi est toujours souhaitable et encore possible. »

[Manfred Weber](#) (PPE, Allemagne) : « Pour l'instant, ce n'est pas le Royaume-Uni qui quitte l'Union européenne mais ce sont des entreprises qui quittent le Royaume-Uni. Un tiers des entreprises britanniques prévoient de partir ou ont déjà quitté le pays. Ici, en plénière, nous déplorons les résultats du Brexit, mais je dois dire que, durant la campagne électorale, cela a été un argument de poids de dire aux Européens que cela créait de l'incertitude et que cela pouvait coûter cher de remettre en question l'Union européenne. »

L'un des sujets les plus compliqués dans les négociations sur le Brexit est celui concernant le filet de sécurité (ou « backstop ») qui a pour objectif d'empêcher le retour d'une « frontière dure » entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Le négociateur de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, a insisté sur le fait que le filet de sécurité était une solution pragmatique à des problèmes concrets : « Nous ne voulons pas du retour d'une frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande ; nous devons préserver l'intégrité du marché unique et nous voulons protéger l'économie de l'île entière. »

[Iratxe García Pérez](#) (S&D, Espagne) a appelé Boris Johnson à garantir les droits acquis des citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni : « Les citoyens ne devraient pas avoir à payer pour les erreurs commises par leurs représentants politiques ». Elle a ensuite ajouté : « L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen a toujours considéré le Brexit comme étant une erreur historique et nous sommes prêts à soutenir les citoyens britanniques dans le cas où ils décideraient de revenir sur cette décision. »

Le coordinateur du Parlement européen sur le Brexit, [Guy Verhofstadt](#) (Belgique, Renew), pense qu'un accord est toujours possible mais insiste sur la garantie des droits des citoyens par le Royaume-Uni et appelle à un « enregistrement automatique des citoyens européens ». Concernant les futures relations commerciales, il a déclaré : « Ce Parlement n'acceptera jamais un accord qui prévoit que le Royaume-Uni puisse bénéficier de tous les avantages du libre-échange sans respecter les règles sociales et environnementales. Il a ensuite ajouté : « Nous n'accepterons jamais un Singapour le long de la mer du Nord ».

[Philippe Lamberts](#) (Verts/ALE, Belgique) : « Nous n'avons pas choisi le Brexit mais nous respectons le choix d'une majorité d'électeurs britanniques. La preuve en est : nous avons négocié un accord de bonne foi qui permet la séparation que nous regrettons entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. »

« Le gouvernement britannique souhaite un accord, pas n'importe lequel, mais un accord qui soit acceptable selon le Parlement britannique et selon les citoyens britanniques » a déclaré [Geoffrey Van Orden](#) (ECR, Royaume-Uni), appelant à la bonne volonté et à la flexibilité de l'Union européenne et du Royaume-Uni. Il a également remis en question le report constant de la date de sortie du Royaume-Uni : « Pourquoi retarder encore le processus? Certains d'entre vous pensent peut-être que si on prolonge encore la date de sortie, il y aura un changement de régime au Royaume-Uni, peut-être un changement de comportement. Je pense que vous vous leurrez complètement. »

[Marco Zanni](#) (ID, Italie) a déclaré que les institutions européennes ne devraient pas pouvoir se permettre de donner des leçons de démocratie au Parlement britannique : « Ce qui est particulièrement préoccupant c'est l'aversion de ce Parlement européen face à des décisions prises librement par des peuples ». Selon Zanni, l'Union européenne a peur de perdre le Royaume-Uni car cette perte serait la « démonstration d'erreurs commises par le passé par l'UE ».

[Martin Schirdewan](#) (GUE/GVN, Allemagne) a déclaré : « Lorsque j'ai rejoint le Parlement européen, j'ai entendu un partisan du Brexit déclarer vouloir détruire un empire, en faisant référence à l'Union européenne. La seule chose qu'ils ont réussi à accomplir, c'est de précipiter le Royaume-Uni dans la plus grande crise politique jamais connue depuis des décennies. Ce sont les travailleurs et les retraités qui en payent le prix. Ce Brexit n'est pas dans l'intérêt de la population européenne ni de la population britannique. »